Édition de langue française

Communications et informations

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	I Communications	
	Commission	
96/C 68/01	ECU.....	1
96/C 68/02	Procédure d'information — Réglementations techniques (1)	2
96/C 68/03	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire n° IV/M.697 — Lockheed Martin Corporation/Loral Corporation) (1)	3
96/C 68/04	Aides d'État — C 10/94 (ex NN 126/93) — Grèce (1)	4
96/C 68/05	Aides d'État — C 47/95 (ex NN 61/95) — Italie	5
96/C 68/06	Communication de la Commission relative aux aides <i>de minimis</i> (1)	9
96/C 68/07	Récapitulatif des appels à la concurrence, publiés dans le <i>Supplément au Journal officiel des Communautés européennes</i> , financés par la Communauté européenne dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) ou du budget communautaire (Semaine du 27 février au 2 mars 1996)	10

II *Actes préparatoires***Commission**

96/C 68/08	Proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant, en faveur des travailleurs en chômage, le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71 ⁽¹⁾	11
------------	--	----

III *Informations***Commission**

96/C 68/09	Avis d'adjudication de la restitution ou de la taxe à l'exportation de blé tendre vers l'Algérie et le Maroc	17
96/C 68/10	Groupeur européen d'intérêt économique — Avis publiés en vertu du règlement (CEE) n° 2137/85 du 25 juillet 1985 — Constitution	18
96/C 68/11	Services informatiques et services connexes — Appel d'offres général	19
96/C 68/12	Services de conseils en gestion et services connexes — Appel d'offres général	21

Rectificatifs

96/C 68/13	Ouverture, dans chaque pays de la Communauté européenne, d'un compte bancaire en écus de la Commission européenne — Fonds européen de développement (JO n° C 55 du 24. 2. 1996, p. 13)	23
------------	--	----

I

(Communications)

COMMISSION

ECU (*)

5 mars 1996

(96/C 68/01)

Montant en monnaie nationale pour une unité:

Franc belge et franc luxembourgeois	38,9328	Mark finlandais	5,87288
Couronne danoise	7,31742	Couronne suédoise	8,76517
Mark allemand	1,89409	Livre sterling	0,838170
Drachme grecque	308,966	Dollar des États-Unis	1,28005
Peseta espagnole	160,544	Dollar canadien	1,75329
Franc français	6,48987	Yen japonais	134,444
Livre irlandaise	0,814957	Franc suisse	1,54080
Lire italienne	1984,12	Couronne norvégienne	8,24418
Florin néerlandais	2,12066	Couronne islandaise	85,0595
Schilling autrichien	13,3202	Dollar australien	1,68761
Escudo portugais	196,680	Dollar néo-zélandais	1,89301
		Rand sud-africain	4,96597

La Commission a mis en service un télex à répondeur automatique qui transmet à tout demandeur, sur simple appel télex de sa part, les taux de conversion dans les principales monnaies. Ce service fonctionne chaque jour à partir de 15 h 30 jusqu'au lendemain à 13 heures.

L'utilisateur doit procéder de la manière suivante:

- appeler le numéro de télex 23789 à Bruxelles,
- émettre son propre indicatif télex,
- former le code «cccc» qui déclenche le système de réponse automatique entraînant l'impression des taux de conversion de l'écu sur son télex,
- ne pas interrompre la communication avant la fin du message, signalée par l'impression «ffff».

Note: La Commission a également en service un télex à répondeur automatique (sous le n° 21791) et un télécopieur à répondeur automatique (sous le n° 296 10 97) donnant des données journalières concernant le calcul des taux de conversion applicables dans le cadre de la politique agricole commune.

(*) Règlement (CEE) n° 3180/78 du Conseil du 18 décembre 1978 (JO n° L 379 du 30. 12. 1978, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1971/89 (JO n° L 189 du 4. 7. 1989, p. 1).

Décision 80/1184/CEE du Conseil du 18 décembre 1980 (convention de Lomé) (JO n° L 349 du 23. 12. 1980, p. 34).

Décision n° 3334/80/CECA de la Commission du 19 décembre 1980 (JO n° L 349 du 23. 12. 1980, p. 27).

Règlement financier du 16 décembre 1980 applicable au budget général des Communautés européennes (JO n° L 345 du 20. 12. 1980, p. 23).

Règlement (CEE) n° 3308/80 du Conseil du 16 décembre 1980 (JO n° L 345 du 20. 12. 1980, p. 1).

Décision du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement du 13 mai 1981 (JO n° L 311 du 30. 10. 1981, p. 1).

Procédure d'information — Réglementations techniques

(96/C 68/02)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

- Directive 83/189/CEE du Conseil, du 28 mars 1983, prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques.
(JO n° L 109 du 26. 4. 1983, p. 8.)
- Directive 88/182/CEE du Conseil, du 22 mars 1988, modifiant la directive 83/189/CEE.
(JO n° L 81 du 26. 3. 1988, p. 75.)
- Directive 94/10/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 mars 1994, portant deuxième modification substantielle de la directive 83/189/CEE.
(JO n° L 100 du 19. 4. 1994, p. 30.)

Notifications de projets nationaux de réglementations techniques reçues par la Commission.

Référence (1)	Titre	Échéance du «Statu quo» de 3 mois (2)
96/25/A	Convention selon l'article 15a B-VG sur les mesures de protection concernant les petites installations de combustion	6. 5. 1996
96/26/D	Ordonnance portant modification de l'ordonnance ESB	22. 4. 1996
96/27/D	Règles de sécurité applicables à l'installation d'extincteurs sur les lieux de travail (ZH 1/201)	23. 4. 1996
96/28/DK	Règle technique modifiant la règle technique relative aux canots de sauvetage pneumatiques	29. 4. 1996
96/29/GR	Règle technique relative à la réduction du soufre dans le mazout	25. 4. 1996
96/30/P	Récipients pour la commercialisation de boissons	2. 5. 1996
96/31/P	Limites maximales de résidus (LMR) des produits phytopharmaceutiques (insecticides et fongicides) dans les céréales	2. 5. 1996
96/32/P	Limites maximales de résidus (LMR) des produits phytopharmaceutiques (insecticides et fongicides) dans les produits d'origine végétale, y compris fruits et légumes	2. 5. 1996
96/33/NL	Arrêté visant à modifier l'arrêté relatif aux navires destinés à la navigation intérieure (exigences techniques relatives aux navires publics et aux bacs)	2. 5. 1996

(1) Année, numéro d'enregistrement, État membre auteur.

(2) Échéance pour commentaires de la Commission et des États membres.

(3) La procédure d'information habituelle n'est pas d'application pour les notifications «Pharmacopée».

(4) Pas d'échéance due à l'acceptation de la motivation de l'urgence de la Commission.

La Commission rappelle sa communication du 1^{er} octobre 1986 (JO n° C 245 du 1. 10. 1986, p. 4) aux termes de laquelle elle considère que, si un État membre adopte une règle technique tombant sous le coup des dispositions de la directive 83/189/CEE sans communiquer le projet à la Commission et sans respecter l'obligation de *statu quo*, la règle ainsi adoptée ne peut pas être rendue exécutoire à l'égard de tiers en vertu du système législatif de l'État membre considéré. La Commission estime donc que les parties en litige ont le droit d'attendre des tribunaux nationaux qu'ils refusent la mise en application de règles techniques nationales qui n'ont pas été communiquées comme l'exige la législation communautaire.

Pour d'éventuelles informations sur ces notifications, s'adresser aux services nationaux dont la liste a été publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* n° C 67 du 17 mars 1989.

Notification préalable d'une opération de concentration**(Affaire n° IV/M.697 — Lockheed Martin Corporation/Loral Corporation)**

(96/C 68/03)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 30 janvier 1996, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Lockheed Martin Corporation (États-Unis d'Amérique) acquiert le contrôle unique de l'entreprise Loral Corporation (États-Unis d'Amérique). Le 20 février 1996, la Commission a déclaré la notification incomplète. La notification, ayant maintenant été complétée, prend effet le 26 février 1996.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

- Lockheed Martin: contractant en matière de produits de défense, plus particulièrement dans les secteurs suivants: aéronautique, espace et missiles stratégiques, électronique; services dans les domaines de l'information et des technologies et énergie, matériaux divers et environnement,
- Loral: vente de systèmes électroniques avancés, de composants et d'appareils, en particulier dans les domaines suivants: électronique militaire, formation et simulation, armes tactiques; systèmes de commande, de contrôle, de communications et de renseignement; systèmes intégrés et systèmes spatiaux et de communications.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopie ou par courrier, sous la référence n° IV/M.697 — Lockheed Martin Corporation/Loral Corporation, à l'adresse suivante:

Commission des Communautés européennes
Direction générale de la concurrence (DG IV)
Task Force «Concentrations»
Avenue de Cortenberg 150
B-1049 Bruxelles
[télécopieur: (32 2) 296 43 01].

⁽¹⁾ JO n° L 395 du 30. 12. 1989, p.1.
JO n° L 257 du 21. 9. 1990, p. 13 (rectificatif).

AIDES D'ÉTAT

C 10/94 (ex NN 126/93)

Grèce

(96/C 68/04)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

*(Articles 92 à 94 du traité instituant la Communauté européenne)***Communication de la Commission au titre de l'article 93 paragraphe 2 du traité adressée aux autres États membres et autres intéressés concernant l'aide accordée par la Grèce au Chantier naval Neorion de Syros**

Par la lettre suivante, la Commission a informé le gouvernement grec de sa décision de clore la procédure ouverte le 16 février 1994 ⁽¹⁾.

«Le 16 février 1994, la Commission a décidé d'ouvrir la procédure prévue à l'article 93 paragraphe 2 du traité à l'égard de l'aide que la Grèce avait décidé, en 1991, d'accorder à deux chantiers navals grecs, à savoir les Chantiers navals helléniques SA et le Chantier naval Neorion SA. L'aide était prévue sous la forme d'une annulation de dettes en faveur des Chantiers navals helléniques (44 milliards de drachmes grecques) et du Chantier naval Neorion (16,5 milliards de drachmes grecques).

Par lettre datée du 10 mars 1994, la Commission a informé le gouvernement grec de sa décision et l'a invité à lui présenter ses observations. Les autres États membres et autres intéressés ont aussi été invités, par publication de la décision au *Journal officiel des Communautés européennes*, à communiquer leurs observations. Seul le gouvernement danois a présenté des observations. Celles-ci ont été transmises au gouvernement grec.

La décision du gouvernement grec d'accorder l'aide en cause aux chantiers navals cités a été prise conformément à l'article 10 de la directive 90/684/CEE du Conseil autorisant l'attribution d'aides en 1991 en vue de la restructuration financière de chantiers navals grecs liée à l'aliénation de ces chantiers par voie de vente. Le 23 décembre 1992, la Commission a décidé que la décision prise par le gouvernement grec en 1991 d'accorder des aides sous la forme d'une annulation de dettes en faveur des chantiers publics grecs, dont les Chantiers navals helléniques SA et le Chantier naval Neorion SA, était conforme aux dispositions de l'article 10 de la directive 90/684/CEE. Le gouvernement grec a été informé de la décision de la Commission par lettre datée du 27 janvier 1993 ⁽²⁾.

Toutefois, la Commission a par la suite ouvert la procédure prévue à l'article 93 paragraphe 2 du traité dans cette affaire parce que les Chantiers navals helléniques et le Chantier naval Neorion appartenaient alors encore à l'État, malgré l'obligation, énoncée à l'article 10 de la directive 90/684/CEE, de les privatiser.

En été 1994, le gouvernement grec a réussi à vendre le Chantier naval Neorion dans le cadre d'une offre publique. Le contrat de vente signé ainsi qu'une lettre du gouvernement grec datée du 19 octobre 1994 ont été transmis à la Commission. Le chantier naval a été transféré en septembre 1994 à une société privée qui a relancé les activités du chantier.

La Commission a estimé que la Grèce avait honoré l'engagement qu'elle avait pris de privatiser le chantier naval Neorion, comme prévu à l'article 10 de la directive 90/684/CEE. L'aide en faveur du chantier a donc été considérée comme compatible avec le marché commun, au regard de l'article 10 de la directive 90/684/CEE et de l'article 92 du traité. Aussi la Commission a-t-elle décidé de clore la procédure engagée au titre de l'article 93 paragraphe 2 du traité concernant cette aide. Le gouvernement grec est informé de la décision de la Commission par la présente lettre.

En ce qui concerne les Chantiers navals helléniques SA, le gouvernement grec a récemment informé la Commission que ETVA, banque publique et propriétaire à 100 % du chantier naval, avait signé un accord prévoyant le transfert de 49 % du capital du chantier au syndicat des salariés.

La Commission continuera d'évaluer, conformément à la procédure prévue à l'article 93 paragraphe 2 du traité, les actions du gouvernement grec en vue de l'application de l'accord signé ainsi que la teneur de cet accord. La décision finale de la Commission dépendra entre autres de la communication par le gouvernement grec d'un plan d'exploitation prouvant la viabilité et de la rentabilité du chantier. Ce plan devra lui être soumis dès que possible et ce, pour le 11 janvier 1996 au plus tard.»

⁽¹⁾ JO n° C 138 du 20. 5. 1994, p. 2.

⁽²⁾ JO n° C 88 du 30. 3. 1993, p. 6.

AIDES D'ÉTAT

C 47/95 (ex NN 61/95)

Italie

(96/C 68/05)

(Articles 92 à 94 du traité instituant la Communauté européenne)

Communication de la Commission adressée aux autres États membres et autres intéressés au titre de l'article 93 paragraphe 2 du traité concernant des aides accordées par le gouvernement italien et par la région de la Sicile aux coopératives agricoles

Par la lettre suivante, la Commission a informé le gouvernement italien de sa décision d'ouvrir la procédure.

«I

Rappel des faits

1. Aide NN 96/B/94

Ont été inscrites sous ce numéro, entre autres, les aides prévues à l'article 1^{er} paragraphes 1 *bis* et 1 *ter* de loi de conversion du décret-loi et n° 149/93 (loi n° 237/93) instituant des mesures urgentes dans différents secteurs économiques.

Par lettre du 7 janvier 1994, les autorités italiennes avaient communiqué à la Commission que les dispositions en cause ne pouvaient pas être mises à exécution avant l'adoption de mesures législatives d'application; en même temps, elles s'étaient engagées à notifier ces mesures d'application conformément à l'article 93 paragraphe 2 du traité.

Par lettre du 3 mars 1994, la Commission a informé les autorités italiennes que, sur la base des informations disponibles, elle n'était pas en mesure de prendre position vis-à-vis des aides prévues auxdits articles 1^{er} paragraphes 1 *bis* et 1 *ter* du décret-loi n° 149/93 comme modifié par sa loi de conversion. À cette occasion, la Commission prit acte de l'engagement des autorités italiennes de notifier les mesures d'application dudit article en vertu de l'obligation prévue à l'article 93 paragraphe 3 du traité.

2. Aide 707/94

Par lettre du 17 octobre 1994, la représentation permanente d'Italie a notifié à la Commission la loi régionale de la région de la Sicile n° 37/94, qui prévoit, à l'article 2 un mécanisme d'aide complémentaire par rapport à celui prévu à l'article 1^{er} paragraphe 1 *bis* du décret-loi n° 149/93.

La Commission, par télex du 13 décembre 1994, a demandé au gouvernement italien de préciser si, comme il apparaît des dispositions de la loi régionale en question, les dispositions d'application du

décret-loi n° 149/93 ont été adoptées et, dans l'affirmative, de les notifier conformément à l'article 93 du traité et aux engagements pris par la lettre du 7 janvier 1994.

Par lettre du 13 mars 1995, les autorités italiennes ont communiqué à la Commission que les mesures d'application de l'article 1^{er} paragraphes 1 *bis* et 1 *ter* du décret-loi n° 149/93 ont entre-temps été adoptées. Notamment, il s'agit, pour l'article 1^{er} paragraphe 1 *bis* du décret ministériel n° 80161 du 2 février 1994 et de la circulaire d'application du 14 juillet 1994 et pour l'article 1^{er} paragraphe 1 *ter* du décret ministériel du 4 octobre 1994.

3. Compte tenu de ce qui précède, les aides prévues par les articles 1^{er} paragraphes 1 *bis* et 1 *ter* du décret-loi n° 149/93 (comme modifié par la loi de conversion) et les aides prévues par la loi régionale (Sicile) n° 37/94 ont été inscrites au registre des aides non notifiées sous le numéro NN 61/95.

II

Article 1^{er} paragraphe 1 *bis* du décret-loi n° 149/93 (comme modifié par sa loi de conversion n° 237/93)

L'article 1^{er} paragraphe 1 *bis* de la loi de conversion n° 237/93 prévoit la prise en charge par le budget de l'État des garanties accordées avant l'entrée en vigueur du décret-loi n° 149/93 par les coopérateurs agricoles en faveur des coopératives dont l'insolvabilité a été préalablement constatée. L'intervention publique s'étalera sur dix années, chacune d'elles donnant lieu à l'affectation d'une somme de 20 milliards de lires italiennes.

Compte tenu de la forme de l'aide (substitution de l'État à l'associé garant dans l'obligation de payer la dette — exigible — découlant de la garantie) les critères d'appréciation à retenir dans le cas d'espèce ne sont pas ceux relatifs aux aides sous forme de prestation de garantie, mais ceux applicables aux cas d'assainissement du passif des entreprises agricoles.

En effet, le mécanisme d'octroi de l'aide ayant été mis en place *a posteriori*, c'est-à-dire après la constatation de l'insolvabilité des coopératives bénéficiaires de la garantie, il n'est pas question ici d'apprécier l'avantage économique de la prestation de la garantie, mais au contraire celui de la prise en charge par l'État de la dette ayant fait l'objet de la garantie (dette de la coopérative bénéficiant de la garantie et, après la déclaration d'insolvabilité et/ou de mise en liquidation de cette dernière, des personnes physiques ou morales ayant garanti pour elle).

Il s'agit donc d'un épagement "après coup" des passivités des coopératives afin d'éviter que les associés de celles-ci (dans la quasi-totalité des cas, d'autres entreprises agricoles) soient appelés à honorer l'obligation découlant de la garantie en faveur de l'organisme.

Il s'agit, en quelque sorte, d'aides rétroactives au fonctionnement des coopératives mêmes.

Il convient de noter à ce propos que, conformément à la pratique courante de la Commission, même si les mesures d'aide destinées d'une manière ou d'une autre à l'assainissement du passif d'une entreprise sont en principe considérées comme étant en contradiction avec le marché commun, sous certaines conditions elles peuvent toutefois bénéficier d'une des dérogations prévues à l'article 92 paragraphes 2 et 3 du traité.

L'idée sur laquelle l'application de ces dérogations est fondée est de permettre le redressement d'entreprises viables mais confrontées à des facteurs de crise exceptionnels qui mettent en cause leur survie (voir ci-après).

Or, aucune des conditions admises par la pratique de la Commission ne peut être considérée en l'espèce comme remplie puisque la mesure d'aide comporte une substitution substantielle et intégrale de l'État en lieu et place du débiteur (associé garant) sans aucune possibilité de redressement pour la coopérative intéressée.

Le gouvernement italien soutient dans son téléx du 13 mars 1995 que les mesures en cause n'ont pas d'incidence sur l'activité de production des coopératives parce que, d'autre part, les aides sont accordées aux coopérateurs et non aux coopératives, et que, d'autre part, les coopératives intéressées n'opéraient de toute façon pas sur le marché en raison du fait que le bénéfice des mesures en question est réservé aux coopératives pour lesquelles l'état d'insolvabilité a été constaté (et donc, destinées à disparaître).

Il ne semble pas possible de partager le point de vue exprimé dans les observations formulées par le gouvernement italien.

En premier lieu, la circonstance que les destinataires des aides sont les membres des coopératives, et non directement ces dernières, ne paraît pas pertinente. Il est

évident, en effet, que les aides sont accordées aux membres de coopératives non en tant que particuliers, mais en tant qu'associés et, partant, en définitive, à la coopérative en faveur de laquelle les garanties ont été constituées.

En complément de ce qui précède, il convient par ailleurs de mettre en évidence, ainsi que l'admettent les autorités italiennes dans le téléx susmentionné, que les garanties fournies par les associés en faveur de la coopérative sont souvent constituées par des exploitations agricoles. Cela s'explique par le fait que dans la quasi-totalité des cas, les coopérateurs — ainsi que l'attestent les critères imposés par les autorités italiennes pour les priorités de prise en charge de garanties (article 5 du décret ministériel du 2 février 1994 et article 5 de la circulaire n° 17 du 14 juillet 1994) — sont d'autres entreprises agricoles (coopératives, groupements de coopératives, personnes physiques associées à la coopérative en qualité d'exploitants agricoles) qui, par conséquent, bénéficieraient ainsi d'aides faussant objectivement la concurrence avec les autres entreprises.

Le fait que les aides sont destinées à des coopératives en liquidation n'est pas plus pertinent; l'élément dont il faut tenir compte est que les aides sont destinées au règlement des pertes subies par la coopérative en raison d'une activité menée avant sa liquidation. Les aides visées sont en effet destinées au paiement rétroactif d'aides au fonctionnement dont la coopérative a bénéficié sous forme de prise en charge par l'État de garanties que les associés (garants) de ladite coopérative auraient dû payer.

Par conséquent, les aides prévues à l'article 1^{er} paragraphe 1 *bis* de la loi de conversion n° 237/93 constituent des aides au sens de l'article 92 paragraphe 1 du traité, car elles avantageaient certaines entreprises (entreprises agricoles associées en forme coopérative), sans pouvoir bénéficier d'aucune des dérogations prévues aux paragraphes 2 et 3 du même article.

En conséquence, la Commission a décidé d'engager la procédure prévue à l'article 93 paragraphe 2 du traité à l'encontre des mesures prévues à l'article 1^{er} paragraphe 1 *bis* de la loi de conversion du décret-loi n° 149/93 (loi n° 237/93) et dans les dispositions d'application relatives: décret ministériel n° 80161 du 2 février 1994 et circulaire d'application du 14 juillet 1995.

III

Article 2 de la loi régionale (Sicile) n° 37/94

L'article 2 de la loi régionale (Sicile) n° 37/94 prévoit un mécanisme d'aides subsidiaires par rapport à celles prévues à l'article 1^{er} paragraphe 1 *bis* de la loi de conversion n° 237/93. En particulier, l'article 2 prévoit la

prise en charge par le budget régional des garanties accordées, avant l'entrée en vigueur du décret-loi n° 149/93 du 20 mai 1993, par des membres de coopératives agricoles en faveur de ces dernières dans les cas où les associés garants n'ont pas été admis à bénéficier de la loi de conversion n° 237/93 en l'absence de financement ou, en cas de non-présentation de la demande d'admission au bénéfice de ces dispositions, parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions requises.

Ainsi que le prévoient l'article 1^{er} paragraphe 1 *bis* de la loi de conversion n° 237/93 et les modalités d'application y afférentes, à savoir l'article 2 paragraphe 3 de la loi régionale n° 37/94, sont admis à bénéficier des avantages en question les associés garants des coopératives agricoles pour lesquelles l'état d'insolvabilité ou la faillite a été déclaré(e), ou la liquidation judiciaire engagée.

À la différence des mesures prévues par l'État, la loi régionale susvisée omet d'exclure des avantages prévus par les coopérateurs qui ont procédé, soit volontairement soit parce qu'ils étaient soumis à une procédure d'exécution forcée, au paiement partiel ou total de la dette garantie.

Compte tenu du fait que la loi régionale (Sicile) n° 37/94 propose à nouveau en substance les mesures que prévoit la loi n° 237/93, les considérations qui s'appliquent à cette dernière sont également valables en l'espèce.

Par conséquent, la Commission a décidé d'engager la procédure prévue à l'article 93 paragraphe 2 du traité à l'encontre des mesures prévues par la loi régionale (Sicile) n° 37/94.

IV

Article 1^{er} paragraphe 1 *ter* du décret-loi n° 149/93 (comme modifié par la loi de conversion n° 237/93)

L'article 1^{er} paragraphe 1 *ter* de la loi de conversion n° 237/93 prévoit que, afin de consolider le passif des coopératives agricoles et de leurs groupements relatif à des opérations financières réalisées avant le 31 décembre 1992, l'État accorde une aide sous forme de réduction du taux d'intérêt sur des prêts sur quinze ans assimilés aux prêts agricoles d'amélioration foncière et bénéficiant d'une caution du Fonds interbancaire de garantie. La dépense prévue, relative à 1994, est de 20 milliards de lires italiennes.

L'article 3 du décret du 4 octobre 1994 dispose que le concours de l'État en ce qui concerne les intérêts sera égal à la différence entre le montant calculé au taux de référence, fixé bimestriellement par le ministère du Trésor pour les opérations de crédit agricole d'amélioration et le montant calculé au taux bonifié correspondant

appliqué aux opérateurs agricoles visés par le décret du président du Conseil des ministres du 29 novembre 1985.

L'article 4 du décret susmentionné précise que l'encours de l'endettement à prendre en considération aux fins de l'aide est constitué par:

- 1) les prêts à court terme délivrés par les établissements bancaires et financiers, en cours au 31 décembre 1992, destinés aux opérations courantes;
- 2) les versements relatifs à des financements bancaires et financiers à moyen et long terme, en cours à la date du 31 décembre 1992, non assortis de subventions et de concours financiers publics.

L'article 5 du même décret retient comme condition d'admissibilité de la demande d'aide la valeur de l'indice de structure, compris comme étant le rapport entre les moyens propres et l'endettement à moyen et long terme, d'une part, et les immobilisations nettes, d'autre part, qui, après l'opération de consolidation, ne doit pas être inférieur à 0,8.

Selon la pratique suivie par la Commission en matière d'aides aux entreprises agricoles en difficulté, de telles aides sont considérées comme des aides au fonctionnement qui ne peuvent en principe pas être considérées comme compatibles avec le marché commun à moins que les trois conditions suivantes soient remplies:

- les aides en question doivent concerner des prêts contractés pour financer des investissements déjà réalisés,
- l'équivalent-subvention cumulé des aides éventuelles accordées au moment où les prêts ont été contractés et des aides en question ne peut dépasser les taux généralement admis par la Commission,
- les aides en question ne peuvent être versées qu'après une modification des taux pour les nouveaux prêts due à l'évolution du loyer de l'argent — le montant des aides devra dans ce cas être inférieur ou égal à la dépense entraînée par cette modification — ou doivent concerner des exploitations agricoles qui soient économiquement saines, notamment dans le cas où les charges économiques relatives aux prêts existants pourraient être préjudiciables aux exploitations ou les conduire à la faillite.

Les aides en cause ne remplissent pas la condition reprise au premier tiret ci-dessus et il n'est pas possible de vérifier le respect des conditions reprises au second tiret.

En outre, ainsi que la Commission l'a communiqué récemment dans les lignes directrices communautaires pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration des entreprises en difficulté (JO n° C 368 du 23 décembre 1994), également applicables aux entreprises

agricoles, les aides de sauvetage sont destinées à assurer simplement la continuation de l'activité de l'entreprise pendant une brève période en attendant que l'on puisse procéder à une évaluation des perspectives de l'entreprise.

Pour pouvoir être considérés comme compatibles avec le marché commun au sens des articles 92 et 93 du traité, les aides en question doivent remplir les conditions suivantes (en alternative à celles exposées ci-dessus):

- consister en des aides de trésorerie prenant la forme de garanties de crédits ou de crédits remboursables portant un taux équivalent à celui du marché,
- se borner dans leur montant à ce qui est nécessaire pour l'exploitation de l'entreprise (par exemple, couverture des charges salariales, des approvisionnements courants),
- n'être versées que pour la période nécessaire (en règle générale ne dépassant pas six mois) à la définition des mesures de redressement nécessaires et possibles,
- être justifiées par des raisons sociales aiguës et ne pas avoir pour effet de déséquilibrer la situation industrielle dans d'autres États membres,
- l'aide doit normalement constituer une opération exceptionnelle (*one-off*).

Les aides prévues à l'article 1^{er} paragraphe 1 *ter* de la loi n° 237/93 ne remplissent pas ces conditions.

En effet:

- le taux appliqué aux crédits de consolidation est inférieur au taux de marché,
- l'aide ne peut pas être considérée comme une aide de trésorerie versée pour la période nécessaire à la définition des mesures de redressement nécessaires et possibles, ainsi que le prévoient les lignes directrices communautaires, soit en raison de sa forme (consolidation de passif) soit en raison de la durée de l'avantage (de toute façon supérieure à six mois),
- enfin, les autorités italiennes n'ont porté à la connaissance de la Commission aucun élément permettant de conclure à l'existence d'un plan de restructuration des entreprises bénéficiaires.

Compte tenu de ce qui précède, les aides prévues à l'article 1^{er} paragraphe 1 *ter* de la loi n° 237/93 ne peuvent pas être considérées comme compatibles avec les conditions susmentionnées et ne sont donc pas conformes aux critères définis par la Commission pour ce type d'aide.

S'agissant d'un type d'aide qui, par nature, ne comporte aucun développement du secteur intéressé, aucune dérogation ne paraît admissible.

En conséquence, les aides visées doivent être considérées comme des aides au fonctionnement incompatibles avec le marché commun. Elles entrent dans le champ d'application de l'article 92 paragraphe 1 du traité sans pouvoir bénéficier d'aucune des dérogations prévues aux paragraphes 2 et 3 dudit article.

La Commission a décidé d'engager la procédure prévue à l'article 93 paragraphe 2 du traité également à l'encontre des mesures d'aide visées à l'article 1^{er} paragraphe 1 *ter* de la loi de conversion du décret-loi n° 149/93 et dans le décret ministériel du 4 octobre 1994.

V

La Commission, dans le cadre de la procédure de l'article 93 paragraphe 2 du traité, met le gouvernement italien en demeure de présenter ses observations dans un délai d'un mois.

Elle invite les gouvernements des autres États membres et les autres intéressés, par une publication au *Journal officiel des Communautés européennes*, à présenter leurs observations dans le même délai.

La Commission attire l'attention du gouvernement italien sur la lettre qu'elle a envoyée à tous les États membres le 3 novembre 1983, au sujet de leurs obligations résultant de l'article 93 paragraphe 3 du traité, ainsi que sur la communication publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* n° C 318, du 24 novembre 1983, page 3, aux termes de laquelle il a été rappelé que toute aide octroyée illégalement, c'est-à-dire sans attendre la décision finale dans le cadre de la procédure de l'article 93 paragraphe 2 du traité, est susceptible de faire l'objet d'une demande de remboursement et/ou du refus d'imputer au budget du FEOGA la dépense relative aux mesures nationales qui affectent directement des mesures communautaires.»

La Commission met les autres États membres et les autres intéressés en demeure de lui présenter leurs observations dans le délai d'un mois à partir de la date de la présente publication à l'adresse suivante:

Commission des Communautés européennes
Rue de la Loi/Wetstraat 200
B-1049 Bruxelles.

Ces observations seront communiquées au gouvernement italien.

Communication de la Commission relative aux aides *de minimis*

(96/C 68/06)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

L'article 92 paragraphe 1 du traité interdit, tout en prévoyant des exceptions possibles, «les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État, sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions» et qui affectent les échanges entre États membres. Si toute intervention financière de l'État accordée à une entreprise fausse ou risque de fausser, dans une mesure plus ou moins importante, la concurrence entre cette entreprise et ses concurrents qui ne bénéficient pas d'une telle aide, toute aide n'a pas un impact sensible sur les échanges et la concurrence entre États membres. Ceci vaut en particulier pour les aides dont le montant est très peu élevé. De telles aides sont le plus souvent — mais non exclusivement — accordées aux petites et moyennes entreprises et ce, principalement dans le cadre de régimes gérés par des autorités locales ou régionales.

Dans un souci de simplification administrative tant pour les États membres que pour les services de la Commission — qui doit pouvoir concentrer ses ressources sur les cas d'importance réelle au niveau communautaire — et dans l'intérêt des petites et moyennes entreprises, la Commission a introduit en 1992⁽¹⁾ un règle dite *de minimis* qui fixe un seuil d'aide en montant absolu, au-dessous duquel l'article 92 paragraphe 1 du traité peut être considéré comme inapplicable et l'aide n'est plus soumise à notification préalable à la Commission en vertu de l'article 93 paragraphe 3 du traité. Il est cependant apparu que, d'une part, la règle ne couvrirait pas certaines aides qui de toute évidence ne risquent pas de fausser la concurrence et les échanges entre États membres de façon perceptible et, d'autre part, le contrôle des conditions qui y sont attachées pouvait s'avérer difficile notamment pour ce qui concerne les cas de cumul avec des régimes d'aide approuvés par la Commission. La règle *de minimis* est donc modifiée comme suit:

- le montant maximal total d'aide *de minimis* est de 100 000 écus⁽²⁾ sur une période de trois ans débutant au moment de la première aide *de minimis*,
- ce montant couvre toute aide publique octroyée au titre d'aide *de minimis* et n'affecte pas la possibilité pour le bénéficiaire d'obtenir d'autres aides sur la base de régimes approuvés par la Commission,

— ce montant couvre toutes les catégories d'aides, quels que soient leur forme et leur objectif, à l'exception des aides à l'exportation⁽³⁾ qui sont exclues du bénéfice de la mesure.

Les aides publiques à considérer pour le respect du plafond de 100 000 écus sont celles octroyées par les autorités nationales, régionales ou locales, que les ressources proviennent entièrement des États membres ou que les mesures soient cofinancées par la Communauté *via* les Fonds structurels, en particulier le Fonds européen de développement régional (Feder).

Bien que cette règle intéresse en priorité les petites et moyennes entreprises, elle s'applique quelle que soit la taille des entreprises bénéficiaires. Elle ne s'applique cependant pas aux secteurs couverts par le traité CECA, à la construction navale, au secteur des transports et aux aides octroyées pour des dépenses relatives à l'activité de l'agriculture ou de la pêche.

Dans la règle *de minimis*, le montant maximal est exprimé sous la forme d'une subvention de 100 000 écus. Lorsque les aides sont accordées autrement que sous la forme de subventions, elles doivent être converties en équivalent-subvention aux fins de l'application de la limite prévue par la règle *de minimis*. Les autres formes les plus couramment utilisées pour l'octroi d'aides de faible valeur sont les prêts à taux bonifiés, les allègements fiscaux et les garanties de prêts. La conversion des aides octroyées sous de telles formes en équivalent-subvention doit être effectuée comme suit.

L'équivalent-subvention doit être calculé en termes bruts, c'est-à-dire avant impôt si la subvention est imposable. Au cas où l'aide n'est pas imposable, comme dans le cas de certaines exemptions de taxes, c'est le montant nominal de l'aide qui sera pris en considération, et qui est à la fois brut et net.

Toute aide qui sera perçue à une date ultérieure doit être actualisée. Le taux à utiliser pour le calcul d'actualisation doit être le taux de référence en vigueur au moment de l'octroi de l'aide. Les subventions doivent cependant être prises en compte globalement, même si les versements sont échelonnés.

L'équivalent-subvention d'un prêt à taux bonifié pour une année donnée est la différence entre les intérêts qui

⁽¹⁾ Encadrement communautaire des aides aux petites et moyennes entreprises, point 3.2 (JO n° C 213 du 19. 8. 1992, p. 2).

⁽²⁾ La lettre explicative transmise aux États membres le 23 mars 1993 (D/06878) reste valable pour ce qui concerne les modalités de calcul de l'équivalent en subvention d'aides octroyées sous une autre forme que la subvention.

⁽³⁾ Il y a lieu d'entendre par «aide à l'exportation», toute aide directement liée aux quantités exportées, à la mise en place et au fonctionnement d'un réseau de distribution ou aux dépenses courantes liées à l'activité d'exportation. Ne sont en revanche pas considérés comme tels les coûts de la participation à des foires et des études et conseils nécessaires à l'introduction sur un nouveau marché géographique d'un nouveau produit ou d'un produit existant.

seraient dus sur la base du taux d'intérêt de référence et ceux réellement payés. Les montants économisés du fait de la bonification d'intérêt jusqu'au remboursement intégral du prêt doivent être actualisés à leur valeur au moment de l'octroi du prêt et additionnés.

L'équivalent-subvention d'un allègement fiscal est l'économie d'impôts réalisés au cours de l'année concernée. Ici encore, les économies d'impôts qui seront réalisées au cours des années ultérieures doivent être actualisées à l'aide du taux d'intérêt de référence.

Pour les garanties de prêts, l'équivalent subvention pour une année donnée peut être calculé:

- soit de la même façon que l'équivalent-subvention d'un prêt à taux bonifié, déduction faite des primes payées, la bonification d'intérêt représentant la différence entre le taux de référence et celui obtenu grâce à la garantie de l'État,
- soit comme étant la différence entre a) le montant garanti restant dû multiplié par le coefficient de risque (probabilité de non-remboursement) et b) toute prime versée, soit:

$$(\text{montant garanti} \times \text{risque}) - \text{prime.}$$

En ce qui concerne le coefficient de risque, celui-ci devra refléter les cas de non-remboursement enregistrés pour

des prêts accordés dans des circonstances similaires (secteur, taille de l'entreprise, niveau de l'activité économique générale). L'actualisation sera effectuée comme décrit ci-avant.

La Commission a le devoir de s'assurer que les États membres n'accordent pas à leurs entreprises des aides incompatibles avec le marché commun⁽¹⁾. Les États membres sont tenus de faciliter l'accomplissement de cette mission en établissant un mécanisme de contrôle qui assure que le cumul de différentes aides accordées à un même bénéficiaire au titre d'aide *de minimis* ne porte pas le montant total de ce type d'aide à plus de 100 000 écus sur une période de trois ans. En particulier, l'octroi d'une aide *de minimis* ou les modalités d'un régime prévoyant l'octroi de ce type d'aide doit comporter une condition expresse prévoyant qu'une aide supplémentaire accordée à la même entreprise au titre du *de minimis* ne doit pas porter le montant total de l'aide *de minimis* dont bénéficie l'entreprise à un niveau supérieur à la limite de 100 000 écus sur une période de trois ans. Ce mécanisme doit aussi permettre aux États membres de répondre aux questions que la Commission pourrait être amenée à leur poser.

⁽¹⁾ La Commission se réserve également le droit de prendre les mesures appropriées à l'égard d'aides qui respecteraient les conditions de la règle *de minimis* mais qui enfreindraient d'autres dispositions du traité.

Récapitulatif des appels à la concurrence, publiés dans le *Supplément au Journal officiel des Communautés européennes*, financés par la Communauté européenne dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) ou du budget communautaire

(Semaine du 27 février au 2 mars 1996)

(96/C 68/07)

Numéro de l'appel d'offres	Numéro et date du Journal officiel Supplément «S»	Pays	Objet	Date limite remise soumission
4126	S 44 du 2. 3. 1996	Zimbabwe	ZW-Harare: Véhicules	29. 5. 1996

II

(Actes préparatoires)

COMMISSION

Proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant, en faveur des travailleurs en chômage, le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71

(96/C 68/08)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

COM(95) 734 final — 96/0004(CNS)

(Présentée par la Commission le 12 janvier 1996)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 51 et 235,

vu la proposition de la Commission, présentée après consultation de la Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant qu'il convient de tenir compte du fait que les possibilités de retrouver un emploi dans des délais convenables se sont considérablement réduites; qu'il convient dès lors de prévoir le maintien, au-delà de la période actuellement prévue de trois mois, des droits aux prestations de chômage, lorsqu'un chômeur va chercher un emploi dans un autre État membre;

considérant toutefois que, en vue d'éviter des abus, il convient de prévoir, après une première période de trois mois, que la durée totale de l'octroi des prestations ou le montant de celles-ci ne peuvent pas excéder la période ou le montant prévus, non seulement par la législation de l'État compétent mais également par la législation de l'État membre sur le territoire duquel le chômeur cherche un emploi;

considérant que, pour les mêmes raisons, il convient de prévoir que le montant des prestations de maladie en espèces, après une première période de trois mois, ne peut pas excéder le montant des prestations équivalentes prévues par la législation de l'État membre dans lequel le travailleur cherche un emploi;

considérant que, pour des raisons d'efficacité, il est souhaitable que, en matière de contrôle et de sanctions, la législation applicable soit celle de l'État membre dans lequel le chômeur cherche un emploi;

considérant qu'il est nécessaire de préciser que c'est bien l'institution de l'État membre selon la législation duquel le chômeur a droit aux prestations de chômage qui est tenue de rembourser le montant de ces prestations à l'institution de l'État membre qui sert ces prestations;

considérant qu'il convient d'offrir aux travailleurs frontaliers en chômage complet le choix de se mettre à la disposition des services de l'emploi tant de l'État membre sur le territoire duquel il a travaillé en dernier lieu que de l'État membre sur le territoire duquel il réside, en vue d'augmenter les chances de retrouver un emploi;

considérant qu'il est nécessaire de modifier certaines dispositions du règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil⁽¹⁾ suite aux modifications proposées au règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil⁽²⁾;

considérant que, pour atteindre l'objectif de la libre circulation des travailleurs dans le domaine de la sécurité sociale, il est nécessaire et approprié qu'une modification des règles de coordination des régimes nationaux de sécurité sociale soit effectuée par un instrument juridique communautaire contraignant et directement applicable dans tout État membre;

considérant que cela est conforme aux dispositions de l'article 3 B troisième alinéa du traité,

⁽¹⁾ JO n° L 74 du 27. 3. 1972, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 149 du 5. 7. 1971, p. 2.

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement (CEE) n° 1408/71 est modifié comme suit.

- 1) Le texte de l'article 25 paragraphes 1 et 2 est remplacé par le texte suivant:

«Article 25

1. Un travailleur salarié ou non salarié en chômage auquel s'appliquent les dispositions des articles 69 à 69 *quater* et qui satisfait aux conditions requises par la législation de l'État compétent pour avoir droit aux prestations en nature et en espèces, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 18, bénéficie pendant la durée déterminée selon l'article 69 *ter* paragraphe 2 et 3:

- a) des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution de l'État membre dans lequel il cherche un emploi, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme s'il y était affilié;
- b) des prestations en espèces servies par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique. Toutefois, après un accord entre l'institution compétente et l'institution de l'État membre dans lequel le chômeur cherche un emploi, les prestations peuvent être servies par cette institution pour le compte de la première, selon les dispositions de la législation de l'État compétent. Après l'expiration de la durée prévue à l'article 69 *ter* paragraphe 2, le montant des prestations en espèces ne peut excéder le montant des prestations auquel il aurait eu droit s'il avait été soumis, au cours de son dernier emploi, à la législation de l'État membre dans lequel il cherche un emploi. L'article 69 *ter* paragraphe 3 point b) deuxième phrase s'applique par analogie. Les prestations de chômage prévues aux articles 69 à 69 *quater* ne sont pas octroyées pendant la période de perception des prestations en espèces.

2. Un travailleur salarié en chômage complet auquel s'appliquent les dispositions de l'article 71 paragraphe 1 point c) première phrase bénéficie des prestations en nature et en espèces selon les dispositions de la législation de l'État membre sur le territoire duquel il réside, comme s'il avait été soumis à cette législation au cours de son dernier emploi, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 18; ces prestations sont à la charge de l'institution du pays de résidence.»

- 2) L'article 39 paragraphe 6 premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

«6. Le travailleur salarié en chômage complet auquel s'applique l'article 71 paragraphe 1 point c) première phrase bénéficie des prestations d'invalidité

servies par l'institution compétente de l'État membre sur le territoire duquel il réside, conformément à la législation qu'elle applique, comme s'il avait été soumis à cette législation au cours de son dernier emploi, compte tenu le cas échéant de l'article 38 et/ou de l'article 25 paragraphe 2. Ces prestations sont à la charge de l'institution du pays de résidence.»

- 3) L'article 45 paragraphe 6 premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

«6. Une période de chômage complet au cours de laquelle le travailleur salarié bénéficie des prestations selon l'article 71 paragraphe 1 point c) première phrase est prise en considération par l'institution compétente de l'État membre sur le territoire duquel le travailleur réside, conformément à la législation qu'applique cette institution, comme s'il avait été soumis à cette législation au cours de son dernier emploi.»

- 4) L'article 47 paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Si la législation que l'institution compétente d'un État membre applique nécessite, pour le calcul des prestations, la prise en compte d'un salaire, lorsqu'il a été fait application de l'article 45 paragraphe 6 premier et deuxième alinéas et si dans cet État membre, pour la liquidation de la pension, les seules périodes à prendre en considération sont des périodes de chômage complet indemnisées en application de l'article 71 paragraphe 1 point c) première phrase, l'institution compétente de cet État membre liquide la pension sur la base du salaire lui ayant servi de référence pour le service desdites prestations de chômage et conformément aux dispositions de la législation qu'elle applique.»

- 5) L'article 67 paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Sauf dans les cas visés à l'article 71 paragraphe 1 point c), l'application des dispositions des paragraphes 1 et 2 est subordonnée à la condition que l'intéressé ait accompli en dernier lieu:

— dans le cas du paragraphe 1, des périodes d'assurance,

— dans le cas du paragraphe 2, des périodes d'emploi,

selon les dispositions de la législation au titre de laquelle les prestations sont demandées.»

- 6) Le texte de l'article 69 est remplacé par le texte suivant:

«Article 69

Le travailleur salarié ou non salarié en chômage complet, qui satisfait aux conditions requises par la législation d'un État membre pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 67, et qui se rend dans un ou plusieurs États membres pour y chercher un emploi, conserve le droit à ces prestations, aux conditions énoncées à l'article 69 *bis* et dans les limites déterminées par l'article 69 *ter*»

- 7) Après l'article 69, les articles 69 *bis*, 69 *ter* et 69 *quater* suivants sont insérés:

«Article 69 bis

Conditions du maintien du droit aux prestations

1. Après le début du chômage et avant le départ du chômeur, celui-ci doit avoir été inscrit comme demandeur d'emploi et être resté à la disposition des services de l'emploi de l'État compétent pendant au moins quatre semaines après le début du chômage. Toutefois, les services ou institutions compétents peuvent autoriser son départ avant l'expiration de ce délai.

2. Le chômeur doit s'inscrire comme demandeur d'emploi auprès des services de l'emploi de chacun des États membres où il se rend, se soumettre au contrôle qui y est organisé, satisfaire aux conditions conformément à la législation de cet État et rester effectivement à la disposition du service de l'emploi. Cette condition est considérée comme remplie pour la période antérieure à l'inscription s'il est procédé à celle-ci dans un délai de sept jours à compter de la date à laquelle l'intéressé a cessé d'être à la disposition des services de l'emploi de l'État qu'il a quitté. Dans des cas exceptionnels, ce délai peut être prolongé par les services ou institutions compétents.

Article 69 *ter*

Limites du maintien du droit aux prestations

1. Le montant et la durée d'octroi des prestations auxquelles le chômeur continue à avoir droit sont régis par la législation de l'État compétent; en aucun cas, les dispositions de la présente section ne peuvent ouvrir droit à des prestations d'un montant supérieur ou pour une durée plus longue que ce qui est prévu

par la législation de l'État compétent. La durée pendant laquelle le chômeur a perçu des prestations en vertu de la législation de cet État, avant de se rendre dans un ou plusieurs autres États membres, vient en déduction de la période pendant laquelle le droit est maintenu.

2. Dans un premier temps, le droit aux prestations est maintenu pendant une période pouvant aller jusqu'à trois mois à compter de la date à laquelle le chômeur a cessé d'être à la disposition des services de l'emploi de l'État qu'il a quitté.

3. En outre, après l'expiration de la période prévue au paragraphe 2, les dispositions suivantes sont applicables:

a) la durée totale de l'octroi des prestations selon la législation de l'État compétent ne peut excéder la période pendant laquelle le chômeur aurait eu droit aux prestations s'il avait été soumis, au cours de son dernier emploi, à la législation de l'État membre où il s'est rendu pour y chercher un emploi;

b) le montant des prestations auquel le chômeur continue à avoir droit, en vertu de la législation de l'État membre compétent, ne peut excéder le montant des prestations auquel il aurait eu droit s'il avait été soumis, au cours de son dernier emploi, à la législation de l'État membre où il s'est rendu pour y chercher un emploi. L'institution de ce dernier État, dont la législation prévoit que le calcul des prestations repose sur le montant du salaire antérieur, calcule le montant auquel le chômeur aurait eu droit sur la base du salaire usuel correspondant, au lieu où le chômeur cherche un emploi, à un emploi équivalent ou analogue à celui qu'il a exercé en dernier lieu sur le territoire d'un autre État membre.

4. Dans le cas d'un travailleur saisonnier, cette durée est, en outre, limitée à la période restant à courir jusqu'au terme de la saison pour laquelle il a été engagé.

5. Le chômeur qui retourne dans l'État compétent continue à avoir droit aux prestations selon la législation de cet État; la durée pendant laquelle le chômeur a perçu des prestations dans un ou plusieurs États membres autres que l'État membre compétent vient en déduction de la période pendant laquelle il continue à avoir droit aux prestations selon la législation de l'État compétent.

6. Le bénéfice des dispositions des articles 69 à 69 *ter* ne peut être invoqué qu'une seule fois entre deux périodes d'emploi.

7. Au cas où l'État compétent est la Belgique, le chômeur qui y retourne après avoir invoqué les dispositions des articles 69 à 69 *ter* ne recouvre le droit aux prestations de ce pays qu'après y avoir exercé un emploi pendant trois mois au moins.

Article 69 quater

Modification du droit aux prestations

Le droit aux prestations en vertu des dispositions des articles 69 à 69 *ter* est réduit, modifié, suspendu, supprimé ou confisqué, si des faits concernant le chômeur se produisent, qui entraînent, selon la législation de l'État dans lequel le chômeur cherche un emploi, la réduction, la modification, la suspension, la suppression ou la confiscation du droit aux prestations de chômage. L'institution de l'État membre dans lequel le chômeur cherche un emploi décide de l'application des dispositions du présent article.»

8) L'article 70 paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. Dans les cas visés à l'article 69, les prestations sont servies par l'institution de chacun des États où le chômeur va chercher un emploi.

L'institution compétente de l'État membre selon la législation duquel le chômeur a droit aux prestations est tenue de rembourser le montant de ces prestations.»

9) Le texte de l'article 71 est remplacé par le texte suivant:

«Article 71

1. Le travailleur salarié en chômage qui, au cours de son dernier emploi, résidait sur le territoire d'un État membre autre que l'État compétent bénéficie des prestations selon les dispositions suivantes:

a) le travailleur salarié qui est en chômage autre que complet dans l'entreprise qui l'occupe bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de l'État compétent, comme s'il résidait sur le territoire de cet État; ces prestations sont servies par l'institution compétente;

b) le travailleur salarié qui est en chômage complet et qui se met à la disposition des services de l'emploi sur le territoire de l'État compétent bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de l'État compétent, comme s'il résidait sur le territoire de cet État; ces prestations sont servies par l'institution compétente. Au cas où l'État compétent est le Luxembourg, l'institution du lieu de résidence rembourse à l'institution de cet État, pendant une période transitoire de dix ans après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la moitié du montant des prestations servies au travailleur frontalier au sens de l'article 1^{er} point b), dans la limite du montant auquel le chômeur aurait eu droit s'il avait été mis à la disposition des services de l'emploi de l'État de résidence.

Lorsque le chômeur se met, par après, à la disposition des services de l'emploi sur le territoire de l'État où il réside, il bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de cet État. Toutefois, la durée pendant laquelle il a perçu des prestations dans l'État compétent vient en déduction de la période pendant laquelle il continue à avoir droit aux prestations selon la législation de l'État où il réside;

c) le travailleur salarié qui est en chômage complet et qui se met à la disposition des services de l'emploi sur le territoire de l'État membre où il réside ou qui retourne sur ce territoire bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de cet État comme s'il y avait exercé son dernier emploi; ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence et sont à sa charge.

Lorsque le chômeur se met, par après, à la disposition des services de l'emploi sur le territoire de l'État compétent, il bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de cet État. Toutefois, la durée pendant laquelle il a perçu des prestations dans l'État où il réside vient en déduction de la période pendant laquelle il continue à avoir droit aux prestations selon la législation de l'État compétent;

d) aussi longtemps qu'un chômeur a droit à des prestations en vertu des dispositions des points a) ou b), il ne peut prétendre aux prestations en vertu de la législation de l'État membre sur le territoire duquel il réside.

2. Pour l'application du paragraphe 1, les termes "chômage complet" désignent la situation d'un travailleur dont la relation de travail est rompue ou est arrivée à expiration.»

- 10) Le texte de l'article 72 *bis* est remplacé par le texte suivant:

«Article 72 bis

Travailleurs salariés en chômage complet

Un travailleur salarié en chômage complet auquel s'applique l'article 71 paragraphe 1 point c) première phrase bénéficie, pour les membres de sa famille qui résident sur le territoire du même État membre que lui, des prestations familiales selon les dispositions de la législation de cet État, comme s'il avait été soumis à cette législation au cours de son dernier emploi, compte tenu le cas échéant des dispositions de l'article 72. Ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence et sont à sa charge.»

Article 2

Le règlement (CEE) n° 574/72 est modifié comme suit.

- 1) Le texte de l'article 26 paragraphes 1 et 2 est remplacé par le texte suivant:

«1. Pour bénéficier, pour lui-même et pour les membres de sa famille, des prestations en nature et en espèces, en vertu de l'article 25 paragraphe 1 du règlement, le chômeur est tenu de présenter, à l'institution d'assurance maladie du lieu où il s'est rendu, une attestation à demander avant son départ à l'institution compétente de l'assurance maladie. Si le chômeur ne présente pas ladite attestation, l'institution du lieu où il s'est rendu s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

Cette attestation doit certifier l'existence du droit auxdites prestations, aux conditions énoncées à l'article 69 *bis* paragraphe 1 du règlement, indiquer la durée de ce droit, compte tenu des dispositions de l'article 69 *ter* du règlement et préciser le montant des prestations en espèces à servir, le cas échéant, au titre de l'assurance maladie, pendant la durée précitée, en cas d'incapacité de travail ou d'hospitalisation.

L'institution d'assurance chômage du lieu où le chômeur s'est rendu avise l'institution compétente notamment des limites pour l'octroi des prestations en espèces, limites fixées conformément aux dispositions de l'article 25 paragraphe 1 point b) du règlement.

2. L'institution d'assurance chômage du lieu où le chômeur s'est rendu certifie, sur une copie de l'attestation visée à l'article 83 du règlement d'application à

remettre à l'institution d'assurance maladie de ce même lieu, l'existence des conditions énoncées à l'article 69 *bis* paragraphe 2 du règlement et précise la date à partir de laquelle le chômeur bénéficie des prestations de l'assurance chômage pour le compte de l'institution compétente.

Cette attestation est valable pendant le délai prévu à l'article 69 *ter* du règlement, aussi longtemps que les conditions sont remplies. L'institution d'assurance chômage du lieu où le chômeur s'est rendu informe dans les trois jours ladite institution d'assurance maladie si les conditions ne sont plus réunies.»

- 2) Le titre précédant l'article 83 et l'article 83 paragraphe 1 sont remplacés par le texte suivant:

«Application des articles 69 à 69 *quater*

Article 83

Conditions et limites du maintien du droit aux prestations lorsque le chômeur se rend dans un autre État membre

1. Pour conserver le bénéfice des prestations, le chômeur visé à l'article 69 du règlement est tenu de présenter à l'institution du lieu où il s'est rendu, outre l'attestation visée à l'article 80 du règlement d'application, une attestation par laquelle l'institution compétente certifie qu'il continue à avoir droit aux prestations aux conditions fixées à l'article 69 *bis* paragraphe 2 du règlement. L'institution compétente indique notamment dans cette attestation:

- le montant des prestations auxquelles le chômeur a droit selon la législation de l'État compétent;
- la date à laquelle le chômeur a cessé d'être à la disposition des services de l'emploi de l'État compétent;
- le délai accordé conformément à l'article 69 *bis* paragraphe 2 pour l'inscription comme demandeur d'emploi dans l'État membre où le chômeur s'est rendu;
- la période maximale et le montant maximal du droit aux prestations conformément à l'article 69 *ter* paragraphe 1;
- la période pendant laquelle le chômeur a perçu des prestations selon la législation de l'État compétent avant de se rendre dans un autre État membre.

L'institution compétente informe, le cas échéant, l'institution du lieu où le chômeur s'est rendu des modifications qui surviennent dans les informations reprises dans l'attestation susmentionnée.»

- 3) L'article 83 paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. L'institution du lieu où le chômeur s'est rendu avise l'institution compétente notamment de la date d'inscription du chômeur, de celle du début du versement des prestations ainsi que des limites pour l'octroi des prestations, limites fixées conformément aux dispositions de l'article 69 *ter* paragraphe 3 points a) et b) du règlement. L'institution du lieu où le chômeur s'est rendu verse les prestations dont le montant et la durée d'octroi ont été fixés conformément aux dispositions précitées et à l'article 69 *ter* paragraphe 1 selon les modalités prévues par la législation de l'État membre où le chômeur s'est rendu.

L'institution du lieu où le chômeur s'est rendu procède ou fait procéder au contrôle comme s'il

s'agissait d'un chômeur bénéficiaire de prestations en vertu de la législation qu'elle applique. Elle informe sans délai l'institution de l'État membre compétent des décisions prises en application de l'article 69 *quater* et indique dans quelle mesure le droit aux prestations a été réduit, modifié, suspendu, supprimé ou confisqué.»

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

III

(Informations)

COMMISSION

Avis d'adjudication de la restitution ou de la taxe à l'exportation de blé tendre vers l'Algérie et le Maroc

(96/C 68/09)

I. Objet

1. Il est procédé à une adjudication de la restitution ou de la taxe à l'exportation de blé tendre relevant du code NC 1001 90 99 vers l'Algérie et le Maroc.
2. La quantité totale pouvant faire l'objet de fixations de la restitution maximale ou de la taxe minimale à l'exportation comme visé à l'article 4 paragraphe 1 du règlement (CE) n° 1501/95 de la Commission ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 95/96 ⁽²⁾, porte sur environ 400 000 tonnes.
3. L'adjudication est effectuée conformément aux dispositions:
 - du règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil ⁽³⁾,
 - du règlement (CE) n° 1501/95,
 - du règlement (CE) n° 404/96 de la Commission ⁽⁴⁾.

II. Délais

1. Le délai de présentation des offres, pour la première des adjudications hebdomadaires, commence le 6 mars 1996 et expire le 7 mars 1996, à 10 heures.
2. Pour les adjudications hebdomadaires suivantes, le délai de présentation des offres expire chaque semaine le jeudi à 10 heures.

Le délai de présentation des offres pour la deuxième adjudication hebdomadaire et pour les suivantes commence à courir le premier jour ouvrable qui suit l'expiration du délai précédent en cause.
3. Cet avis n'est publié que pour l'ouverture de la présente adjudication. Sans préjudice de sa modification ou de son remplacement, cet avis est valable pour toutes les adjudications hebdomadaires effectuées pendant la durée de validité de cette adjudication.

III. Offres

1. Les offres présentées par écrit doivent parvenir, au plus tard, aux dates et heures indiquées au titre II, soit par dépôt contre accusé de réception, soit par lettre recommandée, soit par télex, télécopieur ou télégramme à l'une quelconque des adresses suivantes:
 - Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung (BLE), D-60322 Frankfurt am Main, Adickesallee 40, (télex: 699 76 24, 699 76 33; 1564-793, 1564-794),
 - Office national interprofessionnel des céréales, 21, avenue Bosquet, F-75326 Paris Cedex 07 (télex: OFILE 200490 F/OFIDM 203662 F; télécopieur 47 05 61 32),
 - Ministero per il commercio con l'estero, direzione generale import-export, divisione IV, viale Shakespeare, I-00100 Roma (télex: MINCOMES 623437, 610083, 610471; télécopieur: 592 62 17),
 - Hoofdproduktschap voor Akkerbouwprodukten, Stadhoudersplantsoen 12, NL-2517 JL Den Haag (télex: HOVAKKER 32579; télécopieur: 46 14 00),
 - Office belge de l'économie et de l'agriculture (OBEA)/Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw (BDBL), rue de Trèves, Trierstraat 82, B-1040 Bruxelles/Brussel (télex: OBEA 24076, 65567; 230 25 33),
 - Intervention Board for Agricultural Produce, External Trade Division, Lancaster House, Hampshire Court, Newcastle upon Tyne, ME4 7YE (télex: 848302; télécopieur: 58 36 26 (og 1) 226 18 39),
 - Department of Agriculture, Food and Forestry, Cereals Division, Agriculture House, Kildare Street, IRL-Dublin 2 (télex: AGRI EI 93607; télécopieur: 661 62 63),
 - EU-Direktoratet, Kampmannsgade 3, DK-1780 Copenhagen (télex: 15137 DK; télécopieur: 33 92 69 48),
 - Ministério do Comércio e Turismo, Direcção-Geral do Comércio, Av. da República, 79, P-1000 Lisboa (télex: 13418, télécopieur: 793 22 10),

⁽¹⁾ JO n° L 147 du 30. 6. 1995, p. 7.⁽²⁾ JO n° L 18 du 24. 1. 1996, p. 10.⁽³⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.⁽⁴⁾ JO n° L 55 du 6. 3. 1996, p. 15.

- Service d'économie rurale, office du blé, 113-115, rue de Hollerich, L-1741 Luxembourg (télex: AGRIM L 2537; télécopieur 45 01 78),
- YDAGEP, 241, rue Acharnon, GR-10446 Athènes (télex: 221736 ITAG GR; télécopieur: 862 93 73),
- Servicio Nacional de Productos Agrarios (SENPA), c/Beneficencia 8, E-Madrid 28004 (télex: 41818, 23427 SENPA E; télécopieur: 521 98 32, 522 43 87),
- Statens Jordbruksverk, Vallgatan 8, S-55182 Jönköping (télex: 70991 SJV-S, télécopieur: 36 19 05 46),
- Maa- ja metsätalousministeriö, interventioyksikkö, PL 232, FIN-00171 Helsinki [télécopieur: (90) 160 97 60, (90) 160 97 90],
- AMA (Agrarmarkt Austria), Dresdnerstrasse 70, A-1200 Wien [télécopieur: (00 43 1) 33 15 13 99, (00 43 1) 33 15 12 98].

Les offres non présentées par télex ou télégramme doivent parvenir à l'adresse concernée sous double pli cacheté. L'enveloppe intérieure également cachetée porte l'indication:

«Offre en relation avec l'adjudication de la restitution ou de la taxe à l'exportation de blé tendre vers

l'Algérie et de Maroc [règlement (CE) n° 404/96 — Confidentiel]».

Jusqu'à la communication par l'État membre concerné à l'intéressé de l'attribution de l'adjudication, les offres présentées restent fermes.

2. L'offre ainsi que la preuve et la déclaration visées à l'article 5 paragraphe 3 du règlement (CE) n° 1501/95 sont libellées dans la langue officielle ou dans une des langues officielles de l'État membre dont l'organisme compétent a reçu l'offre.

IV. Caution d'adjudication

La caution d'adjudication est constituée en faveur de l'organisme compétent.

V. Attribution de l'adjudication

L'attribution de l'adjudication fonde:

- a) le droit à la délivrance, dans l'État membre où l'offre a été présentée, d'un certificat d'exportation mentionnant la restitution ou la taxe à l'exportation visé dans l'offre et attribué pour la quantité en cause;
- b) l'obligation de demander, dans l'État membre visé au point a), un certificat d'exportation pour cette quantité.

GROUPEMENT EUROPÉEN D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE

Avis publiés en vertu du règlement (CEE) n° 2137/85 du 25 juillet 1985 ⁽¹⁾ — Constitution

(96/C 68/10)

1. **Dénomination du groupement:** Water Management Italia - GEIE
2. **Date d'immatriculation du groupement:** 9. 1. 1996
3. **Lieu d'immatriculation du groupement:**
 - a) **État membre:** I
 - b) **Localité:** Roma
4. **Numéro de registre du groupement:** 101/96
5. **Publication(s):**
 - a) **Titre complet de la publication:** Gazzette ufficiale della Repubblica Italiana, foglio delle inserzioni n. 32, pagg. 14-15, inserzioni n. 5-1526
 - b)
 - c) **Date de publication:** 8. 2. 1996

⁽¹⁾ JO n° L 199 du 31. 7. 1985, p. 1.

Services informatiques et services connexes

Appel d'offres général

(96/C 68/11)

1. **Pouvoir adjudicateur:** Commission des Communautés européennes, Office statistique (Eurostat), unité C4, bâtiment Jean Monnet, rue Alcide de Gasperi, BP 1503, L-2920 Luxembourg.

Tél. 43 01-335 72. Télécopieur 43 01-343 39.

2. **Catégorie du service et description:**

a) Services informatiques et services connexes, catégorie 7, code CPC: 84.

b) Description:

La Commission, assure la responsabilité de la mise en œuvre d'Edicom (Electronic Data Interchange on Commerce), objet de la décision du Conseil du 11. 7. 1994.

Ce programme vise à la mise en place d'un ensemble d'actions de modernisation et d'automatisation du système de statistiques sur les échanges de biens entre États membres (Intrastat).

Ces actions comprennent notamment:

- la conception, le développement, la documentation et la promotion de méthodes, de procédures harmonisées, de logiciels de réception, de validation, de traitement et de diffusion de données ainsi que la mise à disposition de formats d'échanges d'informations s'appuyant sur les normes européennes et internationales,
- l'élaboration de mesures de simplification et d'harmonisation du fonctionnement du système.

Par ailleurs, l'initiative Extracom développée dans le cadre du programme IDA (Interchange Data between Administrations) offre une structure similaire pour les échanges de biens avec les pays tiers (Extrastat).

Une part des programmes de travail consiste dans les lots suivants:

- lot 1) Help Desk/Management support et maintenance,
- lot 2) Edicom project support,
- lot 3) standardisation Edifact,
- lot 4) support et assistance CD-ROM Comext,

lot 4.1) support et assistance à la production du CD-ROM Comext,

lot 4.2) support et assistance à l'utilisation du CD-ROM Comext,

lot 5) documentation CD-ROM Comext,

lot 6) gestion des amendements,

lot 7) mise à disposition de la nomenclature combinée,

lot 8) maintenance système mots-clefs,

lot 9) consolidation et extensions linguistiques,

lot 10) qualité et analyse des données,

sous-lot 10.1) comparaison statistiques nationales et communautaires,

sous-lot 10.2) présentation et évaluation des statistiques miroirs,

sous-lot 10.3) estimation des données manquantes,

sous-lot 10.4) redressement des données du commerce Intra,

sous-lot 10.5) validation des données,

lot 11) support informatique aux études,

lot 12) production des indices,

lot 13) développement et maintenance des données par mode de transport,

lot 14) développement Comext/Extrastat,

lot 15) développement Messages Extra,

lot 16) maintenance corrective de Comext,

lot 17) administration des bases de données,

lot 18) production et support du bureau d'information,

La description complète de ces lots figure au cahier des charges.

3. **Lieu de livraison:** Luxembourg, voir point 1.

4. a), b)

c) Les offres doivent mentionner les titres d'études et les qualifications professionnelles des personnes responsables et chargées de l'exécution des lots.

5. **Prestation des services:** Les soumissionnaires peuvent faire une offre pour 1 ou plusieurs lots ou sous-lots décrits au point 2. Les offres pour des parties de sous-lots ne sont pas acceptées.
6. **Variantes:** Non autorisées.
7. a) **Date d'exécution du service:** Dès la signature du contrat prévue en principe pour le 1. 7. 1996.
- b) **Durée prévue du projet:** 1 an à compter de la date de signature du contrat, renouvelable deux fois pour une durée d'un an, sous réserve de disponibilité budgétaire et de la satisfaction des prestations.
8. a) **Nom et adresse du service auprès duquel le cahier des charges peut être demandé:** M. G. Pieltain, C3/013, bâtiment Jean Monnet, rue Alcide de Gasperi, BP 1503, L-2920 Luxembourg, tél. (352) 43 01-344 64, télécopieur (352) 43 01-343 39.
- Les demandes seront faites exclusivement par écrit, en mentionnant le nom et l'adresse de la personne dont émane la demande et en indiquant la référence des lots concernés.
- b) **Date limite de la demande du cahier de charges:** 3. 4. 1996, le cachet de la poste faisant foi.
- c) **Paiement pour l'attribution du cahier des charges:** Néant.
9. a) **Date limite de réception des offres:** 22. 4. 1996, le cachet de la poste faisant foi.
- b) **Adresse à laquelle elles doivent être envoyées:** UAD (Unité d'administration des documents), bureau C5/116, Eurostat, bâtiment Jean Monnet, rue Alcide de Gasperi, BP 1503, L-2920 Luxembourg.
- c) Les offres doivent être rédigées dans une des langues officielles de l'Union européenne.
10. **Ouverture des offres:**
- a) Personne autorisées à assister à la séance d'ouverture des offres: un représentant par soumissionnaire dûment accrédité.
- b) Date, heure et lieu: 29. 4. 1996 (10.00); lieu: voir au point 1.
11. **Cautionnement et garanties:** Voir cahier des charges.
12. **Modalités de financement et de paiement:** Voir cahier des charges.
13. Les soumissionnaires peuvent faire une offre individuelle ou en association avec des tiers. S'il s'agit d'une offre conjointe présentée par différents partenaires, l'un d'eux doit être désigné comme contractant principal pour les besoins du contrat.
14. **Conditions minimales:** Les soumissionnaires devront fournir:
- a) une déclaration du chiffre d'affaires global réalisé au cours de deux derniers exercices;
- b) une liste des travaux similaires exécutés au cours des deux dernières années;
- c) le curriculum vitæ de chaque personne à impliquer dans la réalisation des travaux.
15. **Durée de validité des offres:** Jusqu'à 9 mois à compter de la date limite de réception des offres; voir au point 9.
16. **Critères d'attribution du marché et leur ordre d'importance:** Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse évaluée sur la base de la qualité technique de l'offre, des délais d'exécution, et du prix. La qualité technique de l'offre sera évaluée en tenant compte:
- a) de la compréhension et de la méthode utilisée pour exécuter le travail pour les lots 11), 13), 14), 15),
- b) de l'aptitude et de la compétence du personnel proposé pour les lots 1) à 10), 12), 16) à 18),
- c) de la viabilité d'un plan de travail détaillé pour les lots 11), 13), 15).
17. **Autres renseignements:** Les prestations de services nécessiteront des contacts fréquents avec Eurostat à Luxembourg ainsi que la présence aux réunions de travail.
18. **Date de publication de l'avis de préinformation:** Néant.
19. **Date d'envoi de l'avis:** 22. 2. 1996.
20. **Date de réception de l'avis par l'Office des publications des Communautés européennes:** 22. 2. 1996.
21. Marché couvert par l'accord GATT.

Services de conseils en gestion et services connexes

Appel d'offres général

(96/C 68/12)

1. **Pouvoir adjudicateur:** Commission des Communautés européennes, Office statistique (Eurostat), unité C4, bâtiment Jean Monnet, rue Alcide de Gasperi, BP 1503, L-2920 Luxembourg.

Tél. 43 01-335 72. Télécopieur 43 01-343 39.

2. **Catégorie du service et description:**

a) Services de conseils en gestion et services connexes, catégorie 11, code CPC: 865, 866.

b) Description:

La Commission, assure la responsabilité de la mise en œuvre d'Edicom (Electronic Data Interchange on Commerce), objet de la décision du Conseil du 11. 7. 1994.

Ce programme vise à la mise en place d'un ensemble d'actions de modernisation et d'automatisation du système de statistiques sur les échanges de biens entre États membres (Intrastat).

Ces actions comprennent notamment:

— la conception, le développement, la documentation et la promotion de méthodes, de procédures harmonisées, de logiciels de réception, de validation, de traitement et de diffusion de données ainsi que la mise à disposition de formats d'échanges d'informations s'appuyant sur les normes européennes et internationales,

— l'élaboration de mesures de simplification et d'harmonisation du fonctionnement du système.

Par ailleurs, l'initiative Extracom développée dans le cadre du programme IDA (Interchange Data between Administrations) offre une structure similaire pour les échanges de biens avec les pays tiers (Extrastat).

Une part des programmes de travail consiste dans les lots suivants:

lot 1) globalisation et intégration,

lot 2) optimisation du système Intrastat,

lot 3) liens avec la fiscalité,

lot 4) études sectorielles par produits,

lot 5) systèmes alternatifs.

La description complète de ces lots figure au cahier des charges.

3. **Lieu de livraison:** Luxembourg, voir point 1.

4. a), b)

c) Les offres doivent mentionner les titres d'études et les qualifications professionnelles des personnes responsables et chargées de l'exécution des lots.

5. **Prestation des services:** Les soumissionnaires peuvent faire une offre pour 1 ou plusieurs lots ou sous-lots décrits au point 2. Les offres pour des parties de sous-lots ne sont pas acceptées.

6. **Variantes:** Non autorisées.

7. a) **Date d'exécution du service:** Dès la signature du contrat prévue en principe pour le 1. 7. 1996.

b) **Durée prévue du projet:** 1 an à compter de la date de signature du contrat, renouvelable deux fois pour une durée d'un an, sous réserve de disponibilité budgétaire et de la satisfaction des prestations.

8. a) **Nom et adresse du service auprès duquel le cahier des charges peut être demandé:** M. G. Pieltain, C3/013, bâtiment Jean Monnet, rue Alcide de Gasperi, BP 1503, L-2920 Luxembourg, tél. (352) 43 01-344 64, télécopieur (352) 43 01-343 39.

Les demandes seront faites exclusivement par écrit, en mentionnant le nom et l'adresse de la personne dont émane la demande et en indiquant la référence des lots concernés.

b) **Date limite de la demande du cahier des charges:** 3. 4. 1996, le cachet de la poste faisant foi.

c) **Paiement pour l'attribution du cahier des charges:** Néant.

9. a) **Date limite de réception des offres:** 22. 4. 1996, le cachet de la poste faisant foi.

b) **Adresse à laquelle elles doivent être envoyées:** UAD (Unité d'administration des documents), bureau C5/116, Eurostat, bâtiment Jean Monnet, rue Alcide de Gasperi, BP 1503, L-2920 Luxembourg.

c) Les offres doivent être rédigées dans une des langues officielles de l'Union européenne.

10. **Ouverture des offres:**
 - a) Personne autorisées à assister à la séance d'ouverture des offres: un représentant par soumissionnaire dûment accrédité.
 - b) Date, heure et lieu: 29. 4. 1996 (10.00); lieu: voir au point 1.
 11. **Cautionnement et garanties:** Voir cahier des charges.
 12. **Modalités de financement et de paiement:** Voir cahier des charges.
 13. Les soumissionnaires peuvent faire une offre individuelle ou en association avec des tiers. S'il s'agit d'une offre conjointe présentée par différents partenaires, l'un d'eux doit être désigné comme contractant principal pour les besoins du contrat.
 14. **Conditions minimales:** Les soumissionnaires devront fournir:
 - a) une déclaration du chiffre d'affaires global réalisé au cours de deux derniers exercices;
 - b) une liste des travaux similaires exécutés au cours des deux dernières années;
 - c) le curriculum vitæ de chaque personne à impliquer dans la réalisation des travaux.
 15. **Durée de validité des offres:** Jusqu'à 9 mois à compter de la date limite de réception des offres, voir au point 9.
 16. **Critères d'attribution du marché et leur ordre d'importance:** Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse évaluée sur la base de la qualité technique de l'offre, des délais d'exécution, et du prix. La qualité technique de l'offre sera évaluée en tenant compte:
 - a) de la compréhension et de la méthode utilisée pour exécuter le travail,
 - b) de l'aptitude et de la compétence du personnel proposé,
 - c) de la viabilité d'un plan de travail détaillé.
 17. **Autres renseignements:** Les prestations de services nécessiteront des contacts fréquents avec Eurostat à Luxembourg ainsi que la présence aux réunions de travail.
 18. **Date de publication de l'avis de préinformation:** Néant.
 19. **Date d'envoi de l'avis:** 22. 2. 1996.
 20. **Date de réception de l'avis par l'Office des publications des Communautés européennes:** 22. 2. 1996.
 21. Marché couvert par l'accord GATT.
-

RECTIFICATIFS

Ouverture, dans chaque pays de la Communauté européenne, d'un compte bancaire en écus de la Commission européenne — Fonds européen de développement

(«Journal officiel des Communautés européennes» n° C 55 du 24. 2. 1996, p. 13)

(96/C 68/13)

Commission européenne, direction générale XIX-Budgets, M. J.-P. Mingasson, JECL 8/13, rue de la Loi/Wetstraat 200, B-1049 Bruxelles/Brussel.

Les points suivants doivent se lire comme suit:

4. a) Service réservé aux institutions bancaires ayant un établissement installé dans l'État membre de la Communauté auquel se réfère le lot et disposant de toutes les autorisations nécessaires pour la prestation des services demandés.
8. b) *Date limite de demande des dossiers*: 10. 4. 1996.
9. a) *Date limite de réception des offres*: 10. 5. 1996.
9. c) Une des langues officielles de la Communauté européenne.
16. *Critères d'attribution du marché*: Le marché sera attribué à l'offre jugée économiquement la plus avantageuse.

L'évaluation des offres sera faite en prenant par ordre décroissant d'importance, les critères relatifs aux opérations au débit, à la rémunération (étant entendu comme rémunération le taux d'intérêt offert), aux opérations de crédit et aux procédures.